



# The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies

Issue 2 (2005)

Reflections on Policing in Post-Communist Europe

---

Anne Wuilleumier

**Criminalité, police et gouvernement :  
trajectoires post-communistes, Sous la  
direction de Gilles Favarel-Garrigues,  
Paris, l'Harmattan, collection logiques  
politiques, 2003, 304 pages.**

---

#### Warning

The contents of this site is subject to the French law on intellectual property and is the exclusive property of the publisher.

The works on this site can be accessed and reproduced on paper or digital media, provided that they are strictly used for personal, scientific or educational purposes excluding any commercial exploitation. Reproduction must necessarily mention the editor, the journal name, the author and the document reference.

Any other reproduction is strictly forbidden without permission of the publisher, except in cases provided by legislation in force in France.

**revues.org**

Revues.org is a platform for journals in the humanites and social sciences run by the CLEO, Centre for open electronic publishing (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

#### Electronic reference

Anne Wuilleumier, « Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes, Sous la direction de Gilles Favarel-Garrigues, Paris, l'Harmattan, collection logiques politiques, 2003, 304 pages. », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies* [Online], Issue 2 | 2005, Online since 30 November 2004, connection on 04 February 2012. URL : <http://pipss.revues.org/275>

Publisher: Centre d'études et de recherche sur les sociétés et les institutions post-soviétiques (CERSIPS)

<http://pipss.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document available online on:

<http://pipss.revues.org/275>

Document automatically generated on 04 February 2012.

Creative Commons License

Anne Wulleumier

## **Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes, Sous la direction de Gilles Favarel-Garrigues, Paris, l'Harmattan, collection logiques politiques, 2003, 304 pages.**

- 1 Voici un ouvrage singulier ne serait-ce que de par la pluralité de lectures qu'il autorise ! Issues d'un colloque organisé par Gilles Favarel-Garrigues au CERI en mars 2002 sur le thème du traitement des questions de sécurité dans les pays de « l'Europe post-communiste », les huit contributions présentées ici peuvent nourrir le cas échéant une réflexion de type *area studies* (y compris s'agissant de discuter de la pertinence de la terminologie et de la délimitation zonale) aussi bien que de « transitologie » (étant donnée la centralité de l'analyse de ce secteur d'action publique dans la compréhension des logiques de gouvernance) ou encore d'études policières au sens large du terme (en considérant en soi et pour soi les résultats des recherches présentées en matière de *policing*). Leur coordinateur ne s'y trompe pas, qui explicite dans une introduction très charpentée l'existence de ces différentes pistes, les entremêle intelligemment autour d'un paradigme hardiment constructiviste, avant d'opter résolument pour une montée en généralité du troisième type. Pour des raisons d'affinités personnelles du chroniqueur encore plus marquées que celles de l'auteur, c'est dans ce même esprit que sont écrites les lignes qui suivent, sans préjuger bien entendu des enseignements significatifs propres aux autres lectures.
- 2 Que retenir de cet ouvrage en termes de travail de *policing* dans les pays de « l'Europe post-communiste » depuis les révolutions politiques des années 1990 ? La première question résolue par l'ouvrage est celle de la méthodologie, du comment produire de la connaissance sur un objet doublement exotique (par sa nature et son éloignement géographique). Le livre met d'une part à la disposition du lecteur français des travaux empiriques originaux concernant la Russie (traitée dans trois monographies), la Bulgarie (sujet de deux autres), la Géorgie et le Kosovo (une chacun) mais aussi dans une moindre mesure la Pologne et la Hongrie (présentes respectivement dans une et deux contributions) sans jamais tomber pour autant dans la fascination pour le seul travail de terrain, puisqu'il est porteur également d'une véritable ambition théorique (rappelée en introduction par Gilles Favarel-Garrigues et présente, en particulier, dans les contributions de Jérôme Ferret et de Thorniké Gordadzé). D'autre part, tout en inscrivant son travail d'analyse dans la perspective globale de faire la part des logiques d'héritage, d'emprunt ou d'innovation institutionnelle, le livre s'intéresse au *policing* sous l'angle de deux polarités spécifiques, à savoir d'une part la formulation juridique, sociale et politique des enjeux criminels et d'autre part la transformation des dispositifs policiers. Le choix de cette co-présence pacifique d'approches souvent construites comme antinomiques dans le débat académique français spécialisé, en dehors de constituer une particularité remarquable de ce travail, s'avère au fil des pages source d'une vraie plus value de connaissance.
- 3 Que trouve-t-on du côté de la construction des enjeux criminels entendue comme processus de sélection des priorités répressives et de mise en place de dispositifs juridiques et administratifs ad hoc ? Nadège Ragaru ouvre le chapitre en traitant dans un article décapant de la mise sur agenda à partir de 1997 de l'objectif de lutte contre la corruption en Bulgarie. Elle donne à voir les différentes facettes de ce phénomène entre lobbying international, appropriation par les leaders politiques nationaux dans le cadre de la compétition électorale et résonance avec des préoccupations sociétales par rapport auxquelles la notion de corruption constitue à la fois un mode de « déchiffrement des réalités sociales » ... et un « prisme » qui « renforce, en retour, les désillusions de citoyens ». Sans utiliser ces termes là, c'est bien ainsi à la mise en abyme de

certain référentiels internationaux les moins contestés qu'elle procède, s'agissant d'un type de programme de *policing* perçu comme nécessaire pour « garantir l'adhésion citoyenne aux régimes représentatifs est européens ». De son côté, Alexandrine Brami Celentano n'opère pas autrement lorsqu'elle revient sur l'affaire MMM, « scandale financier » qui a défrayé la chronique en Russie post-soviétique au cours des années 1990 et justifié l'adoption de mesures de contrôle et de réglementation des marchés financiers. La diabolisation par les autorités russes d'un montage financier drainant l'épargne populaire de manière concurrente aux produits étatiques mais de façon à peine moins bien garantie - le montage étatique se terminera pour sa part dans le krach boursier de 1998 - apparaît à bien des égards comme une « véritable construction symbolique performative » profitant à la réactivation de « l'étacratisme » soviétique (« système (...) dans lequel toutes les relations sociales et économiques sont subordonnées aux structures du pouvoir politique ») et constituant par ailleurs « une étape supplémentaire dans le processus de consolidation et d'extension du pouvoir présidentiel aux dépens des autres ». Jérôme Ferret n'est lui-même pas loin d'une hypothèse nihiliste lorsqu'il souligne, après un premier temps d'approfondissement du référentiel antérieur, la brusque volte face des élites polonaises et hongroises post communistes en matière de politique des drogues, optant à la toute fin des années 1990 pour un référentiel sécuritaire en lieu et place d'une politique de réduction des risques. Face à ce qui est considéré ici comme une versatilité politique, effet de l'autonomisation et de la segmentation du marché politique, l'activité de police des drogues s'inscrit logiquement pour les acteurs de la mise en œuvre « dans des espaces incertains ». Quant à Gilles Favarel-Garrigues, il montre que l'adoption par la Russie d'un dispositif anti-blanchiment, bien que célébrée comme une *success story* par les représentants des organisations internationales concernées, constitue tout le contraire d'un ralliement à une cause commune et relève plus sûrement, d'une part, d'un « acte de politique étrangère » plus ou moins contraint et, d'autre part, d'une opportune « réinterprétation des référentiels et objectifs associés à cette tâche » en fonction d'impératifs internes. Ainsi, si l'expérience constitue une entreprise de mise en conformité institutionnelle aux standards internationaux, elle se limite à leurs prescriptions formelles : le dispositif adopté traduit « l'expression de rapports de force et de conflits d'intérêt spécifiques et non pas l'adhésion à des valeurs communes ». De plus, cette opération de réappropriation a produit le résultat paradoxal d'intégrer en pratique à la version russe du dispositif des finalités explicitement écartées par les tenants de cette politique publique internationale (en l'occurrence la lutte contre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux).

4 Après ce balayage pessimiste de la dimension cognitive et volontariste des dispositifs existants en matière de lutte contre la criminalité, que montre l'étude des évolutions propres aux dispositifs policiers eux-mêmes ? Traitant de la situation russe, Anne Le Huérou souligne explicitement une « absence de politiques conscientes et concertées ». Elle inscrit la pratique quotidienne dans une tendance au bricolage local pour satisfaire une « volonté de contrôler, essentiellement par la surveillance, un territoire que ne semble plus maîtriser (...) la police de sécurité publique ». Dans ce cadre, c'est autant l'hybridation des pratiques de sécurité (en raison notamment de la perméabilité des frontières entre fonctions privées et fonctions publiques) que le retour de dispositifs antérieurs légèrement reformatés à l'aune des nouveaux enjeux (en particulier socio-économiques) qui doivent être soulignés, tant selon les termes de l'auteure discutant de la thèse de la *path dependence* « le passé compte, mais [la question qui reste en suspens est] jusqu'où ». Confronté à un même constat de catégories traditionnelles inopérantes dans l'analyse des relations triangulaires entre population, police et Etat telles qu'elles se développent aujourd'hui dans la situation géorgienne, Thorniké Gordadzé propose d'envisager la question sous l'angle de la formation d'un Etat plutôt que de sa défaillance (cf. la notion critiquée par l'auteur de *failed states*). Cette hypothèse audacieuse prend appui sur le fait que la police a, contrairement à l'armée qui n'en avait pas les capacités sociologiques, cristallisé en Géorgie avant l'indépendance et jusque dans la conquête de celle-ci, un sentiment national face à une domination russe qui avait totalement négligé le noyautage de cette administration. L'auteur ajoute à cela que « l'Etat reste le cadre de référence auquel tout le monde fait allusion », notamment comme figure « nourricière »,

un élément important dans une configuration politique qui rend particulièrement sensible la question de la redistribution économique. Si l'économie politique policière géorgienne ne s'inscrit en aucune manière dans un référentiel d'Etat à l'occidental, il n'en demeure pas moins que la police propose aux citoyens des services de sécurité (certes payants) qui retiennent, selon des expertises locales citées par l'auteur, les deux tiers des habitants d'aller les chercher du côté des organisations criminelles... Ainsi, face aux jugements rapides des historiens de l'immédiateté, l'auteur invoque-t-il plutôt les mannes de la longue durée et du recul historique. Peut être celle-ci permettra-t-elle de mettre en valeur à terme le rôle de la coopération policière internationale (CPI) dans le développement de dispositifs policiers post-communistes et/ou leur rénovation ? C'est en tout cas la thèse de Thierry Delpeuch et Margarita Vassileva qui voient dans la coopération technique encouragée par une grande diversité d'organisations et de programmes nationaux et internationaux l'origine d'un « changement incrémental dans la plupart des segments de la police » en Bulgarie et en Hongrie. Après avoir passé en revue les enjeux de cette politique pour des « donateurs » qui y voient un outil de rationalisation de leurs propres politiques policières (s'agissant principalement d'étendre leurs capacités d'investigation nationales et d'aider au traitement à distance de certains enjeux policiers), les auteurs s'attardent longuement sur ceux que présente la CPI pour ses « bénéficiaires » de manière à proposer une sociologie de sa réception. De ce point de vue, ils opposent appétits individuels et défaut d'orientation centrale comme les deux bornes d'une coopération très décentralisée dont l'effet est un très inégal accès à l'aide étrangère. Dans une approche monographique Nathalie Duclos prolonge la réflexion en analysant les effets d'une coopération internationale qui prend la forme extrême d'un *monitoring* complet au Kosovo. Elaboré dans le cadre d'un protectorat onusien le projet d'un « Kosovo Police Service » (KPS) destiné à combler le vide institutionnel induit en matière de *policing* par le retrait des forces serbes apparaît à plusieurs égards comme un programme de création d'une police *ex nihilo*. Mais, *ex nihilo* ne signifie pas sans contraintes autres que techniques et l'expérience décrite est bien plus celle d'un objet saturé d'objectifs le plus souvent politiques et parfois contradictoires (civilianisation des anciens combattants, légitimation de l'action internationale, réconciliation ethnique, ouverture aux minorités, etc.). Ainsi, devant cette coalition qui plaide pour une montée en puissance ultra rapide de la nouvelle organisation, et sans même aborder la question du devenir social de cette police, les coopérants et les policiers KPS eux-mêmes se disent-ils très réservés sur la capacité de ce *monitoring* à proposer une véritable professionnalisation policière.

- 5 Analyser de manière croisée les référentiels et les pratiques concrètes semble de plus en plus souvent relever d'un savoir faire sociologique de l'ordre du qui va de soi... et trop vite perçu comme totalement acquis sans doute. Ici, son usage pénétrant fait émerger un véritable sujet, celui de la transnationalisation des politiques publiques de sécurité et permet de montrer à la fois l'importance de l'implication ouest européenne et américaine dans le *policing* post communiste, tout en interrogeant ses limites. Certes la puissance de feu (politique, financière, institutionnelle, médiatique, etc.) de l'ex Ouest assure à ses référentiels un indéniable succès se traduisant en particulier par des phénomènes d'importation, parfois limités à leur dimension symbolique même si celle-ci ne peut être considérée comme négligeable, parfois beaucoup plus engageants d'un point de vue institutionnel comme dans les pays de l'est-européen touchés par la perspective de l'accession à l'UE. Néanmoins ceci n'épuise pas la perspective : ces pays connaissent également leurs propres dynamiques historiques qui les rendent aussi acteurs de la construction de leur *policing*. Sans en tirer véritablement tous les profits envisageables pour lui-même, l'ouvrage dirigé par Gilles Favarel-Garrigues indique ainsi deux voies à suivre pour les travaux à venir : si la réception des dispositifs promis au transfert doit être interrogée au regard des configurations propres aux rapports de force locaux (et à leur historicité), tel est également le cas de certains paradigmes par trop « occidentalocentrés » et qui oublient que former une police et par extension un Etat c'est moins acquérir des techniques que définir un contrat spécifique entre gouvernants et gouvernés.

## ***References***

### Electronic reference

Anne Wulleumier, « Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes, Sous la direction de Gilles Favarel-Garrigues, Paris, l'Harmattan, collection logiques politiques, 2003, 304 pages. », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies* [Online], Issue 2 | 2005, Online since 30 November 2004, connection on 04 February 2012. URL : <http://pipss.revues.org/275>

---

### ***Author***

#### **Anne Wulleumier**

Chargée de recherche, Institut National des Hautes Etudes de Sécurité (ex-IHESI)

---

### ***Copyright***

Creative Commons License

This text is under a Creative Commons license : Attribution-Noncommercial-No Derivative Works 2.0 Generic

---

***Countries*** : Bulgaria, Georgia, Poland, Hungary